

*Questions orales***L'INDUSTRIE**

LES EMPLOIS DISPONIBLES DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

M. Ian Deans (Hamilton-Mountain): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce au sujet de l'industrie automobile actuellement en difficulté. Considérant que la société Ford, en mettant sa fonderie dans la naphthaline, va supprimer 900 emplois et qu'elle va en éliminer 1,500 autres à Oakville, où un poste complet est aboli, le ministre peut-il nous dire à quelles conditions était liée l'aide de 68 millions de dollars accordée à Ford, qui s'était engagée à maintenir le niveau de l'emploi en Ontario et au Canada lorsque les fonds lui ont été versés?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, le marché intervenu entre le gouvernement fédéral et la société Ford comporte actuellement une clause qui empêche de publier cette information sans l'accord de la société. Je lui ai demandé son accord pour donner le renseignement à la Chambre. Cette question nous préoccupe beaucoup, mes collègues et moi. Je rencontre demain les porte-parole des Travailleurs unis de l'automobile à ce sujet, et dès que possible je donnerai à mon honorable ami un complément d'informations.

M. Deans: Pourrais-je demander au ministre quelles mesures il entend prendre pour assurer un certain avenir aux 20,000 travailleurs de l'automobile qui ont déjà été mis à pied ainsi qu'au grand nombre de ceux qui risquent de perdre leur emploi à cause de la mauvaise administration des sociétés Chrysler et Ford.

M. Gray: Madame le Président, j'ai entamé une série de pourparlers avec les présidents des sociétés de l'industrie automobile, que je veux amener à prendre de nouveaux engagements tendant à l'accroissement de leurs activités au Canada, plus particulièrement dans les domaines de la création d'emplois, de la recherche et du développement ainsi que de la production. J'ai également rencontré les Travailleurs unis de l'automobile ainsi que les fabricants de pièces indépendants. J'ai l'intention de continuer et d'aller même rencontrer les présidents des sociétés mères aux fins d'amorcer des consultations officielles avec le gouvernement américain dans le cadre de l'Accord canado-américain de l'automobile afin de favoriser davantage les intérêts des travailleurs canadiens dans la mise en application de cet accord.

* * *

LA PETITE ENTREPRISE

LES MESURES CONCERNANT LES PRÊTS DE LA BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État (Petites entreprises). Le ministre sait sans doute que les prêts de la Banque fédérale de développement sont présentement toujours bloqués pour des périodes de cinq ans. Une telle condition laisse beaucoup à désirer surtout si l'on tient compte du fait que le taux d'intérêt actuel de la BFD est de 19 p. 100.

La question que je pose au ministre est la suivante: a-t-on récemment présenté des mesures pour permettre à quiconque voudrait obtenir un prêt de la Banque fédérale de développe-

ment, ou, aurait-il en renégocier un, de conclure une entente lui permettant de renégocier plus fréquemment le taux d'intérêt de ce prêt. Je suppose que le ministre sait à quel point le règlement qui s'applique actuellement au remboursement des prêts cause de vives inquiétudes à un grand nombre de Canadiens. Il est manifestement injuste qu'une personne...

Mme le Président: A l'ordre. Le député voudrait-il en arriver à la question.

[Français]

L'hon. Charles Lapointe (ministre d'État (Petites entreprises)): Madame le Président, je remercie l'honorable député de sa question. J'aimerais lui rappeler ce qui a été indiqué dans le discours du trône hier en ce qui concerne la loi sur les prêts aux petites entreprises, savoir que nous augmenterons le plafond des prêts de \$75,000 à \$100,000. Et en ce qui concerne de nouvelles mesures ou de nouvelles politiques ayant trait à la Banque fédérale de développement, mon collègue le président du Conseil privé aura l'occasion de déposer dans les jours à venir un projet de loi prévoyant certaines mesures de refinancement du fonds d'équité de la Banque fédérale de développement, et nous étudierons également la proposition faite par l'honorable député.

[Traduction]

M. Darling: Le ministre a-t-il déjà pris des mesures, ou, a-t-il l'intention d'en prendre, relativement au bill présenté par le gouvernement précédent en vue de mettre un capital de 500 millions de dollars à la disposition de la Banque fédérale de développement. Ce bill n'a pas atteint le stade de la troisième lecture au cours de la dernière législature.

● (1450)

Le ministre sait-il que de nombreux requérants ne vont pas pouvoir obtenir de nouveaux fonds ni faire de nouvelle demande? Même à ces taux faramineux, nombreux sont ceux qui voudraient obtenir des prêts de la Banque fédérale de développement pour l'expansion de leurs entreprises.

[Français]

M. Lapointe (Charlevoix): Madame le Président, comme je l'ai indiqué dans ma réponse précédente, c'est dans quelques jours que le président du Conseil privé déposera un projet de loi inspiré partiellement de l'ancien projet de loi.

* * *

L'IMMIGRATION

MESURES VISANT À AIDER LES ÉMIGRANTS DE CUBA

M. André Maltais (Manicouagan): Madame le Président, permettez-moi de vous féliciter de votre accession à la présidence de cette assemblée. Je crois que tous les Canadiens français et les Canadiennes françaises sont très heureux de cette nomination.

Ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Compte tenu du drame que vivent des milliers de familles à Cuba qui voudraient émigrer au Pérou, le Canada a-t-il l'intention, pour des raisons humanitaires, de montrer un certain leadership à l'égard de ce problème? Dans l'affirmative, quelles mesures le gouvernement entend-il prendre pour venir en aide à ces gens?